

Cette rubrique, préparée par le Asia Centre ([www.centreasia.org](http://www.centreasia.org)) s'appuie essentiellement sur la presse en mandarin et a pour objectif de présenter le point de vue de la RPC sur les questions internationales et relatives au monde chinois.

# Le retour des États-Unis en Asie ne clôt pas la période d'opportunité stratégique de la Chine

## Analyse de Mathieu Duchâtel, sources :

– Liu Jianfei <sup>(1)</sup>, « L'environnement régional de la Chine n'a pas changé de manière substantielle », *Liaowang dongfang zhoukan*, 15 novembre 2010.

– « Entretiens avec Ma Xiaojun <sup>(2)</sup> et Gao Zugui <sup>(3)</sup> : un réexamen de l'environnement stratégique de la Chine », *Xuexi shibao*, 10 janvier 2011.

À un tournant de 2010 et de 2011, la presse chinoise ouvre ses colonnes à nombre d'analyses sur la « dégradation de l'environnement de sécurité régional de la Chine ». L'expression fait pendant à la notion d'*assertiveness* de la politique étrangère chinoise dans la région, largement diffusée par les analystes américains. Du point de vue des experts pékinois, la liste des développements négatifs est longue, à tel point que Ma Xiaojun n'hésite pas à les inscrire dans une « nouvelle situation de guerre froide » (新的冷战格局, *xin de lengzhan geju*). En mer de Chine du Sud, les parties prenantes au conflit de souveraineté ont durci leur position en se rapprochant des États-Unis. Dans le pourtour maritime de la Chine, les États-Unis ont tenu avec le Japon et la Corée du Sud les exercices maritimes conjoints les plus importants de l'histoire des deux alliances. Au Japon, une fois au pouvoir, le Parti démocratique a rompu très rapidement avec sa politique chinoise amicale. Les experts chinois s'accordent pour voir comme facteur principal de cette dégradation le « retour américain en Asie orientale » (重返东亚, *chongfan dongya*), symbolisé par la participation américaine, une première, au sommet de l'Asie orientale (*East Asia Summit*) tenu en octobre 2010 à Hanoï (Vietnam).

Liu Jianfei explique la montée des tensions régionales par le réajustement de la politique chinoise de l'administration Obama. En novembre 2009, lors de la première escale chinoise du président des États-Unis, la diplomatie chinoise avait cru imposer ses concepts, la « confiance stratégique mutuelle » et le respect des intérêts fondamentaux chinois. Mais Pékin s'est rapidement aperçu que la prétendue nouvelle politique chinoise de Washington comportait les mêmes éléments négatifs que celle des administrations précédentes : le *containment*, l'encercllement, le *balancing* (牽制·防范·平衡, *qianzhi, fangfan, pingheng*), au service d'une stratégie de préservation de la suprématie américaine en Asie et dans le monde. Or, selon Liu Jianfei, la pression sur l'exécutif américain est plus forte qu'à l'accoutumée en raison de l'affaiblissement de son pouvoir à l'issue des élections de mi-mandat et de la crise économique mondiale. En conséquence, Washington aurait repoussé les limites habituelles de ses politiques hostiles à l'égard de la Chine, en s'ingérant en mer de Chine du Sud et en soutenant ouvertement le Japon sur le dossier des îles Senkaku/Diaoyu. L'analyse de Gao Zugui diffère dans le sens où celui-ci préfère mettre en avant une réaction

américaine plutôt qu'une série d'initiatives hostiles. Cette réaction relève de la « défense offensive » (进攻性防御, *jingongxing fangyu*), une réponse de *balancing* classique à la montée de l'influence régionale chinoise.

À partir de là, selon Liu Jianfei, l'insuffisance de la « communication stratégique » (战略沟通不够, *zhanluè goutong bu gou*) aurait amplifié le désaccord entre les deux grandes puissances en ouvrant un espace aux interprétations peut-être exagérées fondées sur la méfiance. Liu Jianfei reconnaît que la perception chinoise d'une ingérence américaine accrue vis-à-vis des intérêts de sécurité chinois en Asie orientale a incité Pékin à un véritable réajustement de sa stratégie asiatique. La priorité est désormais de « rejeter les Américains hors d'Asie » (将美国赶出东亚, *jiang meiguo ganchu dongya*). Dans le même temps, la diplomatie chinoise a cessé de jouer le rôle de *responsible stakeholder* (负责任的利益攸关方, *fuzeren de liyi youguanfang*) dans les grands dossiers de gouvernance mondiale et de sécurité régionale.

Pourtant, Liu Jianfei préfère relativiser la dégradation de l'environnement de sécurité régional de la Chine. Les problèmes se concentrent en Asie orientale, car dans les autres sous-régions de l'Asie, la Chine entretient des relations plutôt stables avec ses voisins. En réalité, même dans la géopolitique de l'Asie orientale, l'affaiblissement des positions chinoises n'est que limité (局部, *jubu*) et n'a rien de global (全面, *quanmian*). Pour preuve, selon Liu Jianfei, le renforcement du partenariat stratégique sino-russe, un développement occulté par nombre d'observateurs mais qui a ouvert à la Chine des marges de manœuvre dans sa relation avec le Japon. La visite en Chine du président Medvedev, en septembre 2010, s'est conclue par la signature de plusieurs accords de coopération et d'un communiqué conjoint marquant le 65<sup>e</sup> anniversaire de la fin de la Seconde Guerre mondiale. Ce dernier texte, de facture antifasciste et anti-impérialiste très marquée, scelle un front géopolitique sino-russe contre le Japon. En effet, peu après sa visite en Chine, le président Medvedev est devenu en novembre le premier

\* Mathieu Duchâtel est chercheur à Asia Centre, il enseigne à Sciences Po et à l'INALCO.

1. Liu Jianfei est vice-directeur de l'Institut d'études stratégiques internationales de l'École centrale du Parti communiste chinois.
2. Ma Xiaojun est chercheur à l'Institut d'études stratégiques internationales de l'École centrale du Parti communiste chinois.
3. Gao Zugui dirige le Centre d'études sur la politique mondiale du China Institutes of Contemporary International Relations.

président russe à poser le pied sur les îles Kouriles, occupées par Moscou et revendiquées par le Japon, portant un « coup violent » (沉重的打击, *chenzhong de daji*) à l'extrême droite japonaise et facilitant l'adoption par Pékin d'une position très dure à l'égard des Senkaku/Diaoyu.

En outre, selon Liu, le retour des États-Unis en Asie ne marque en rien une rupture dans la politique chinoise de Washington, et l'hostilité américaine à l'égard de la montée en puissance de la Chine doit être relativisée. Car les priorités de sécurité américaines sont ailleurs, en Afghanistan et en Iran, face à Al-Qaïda et à la prolifération des armes de destruction massive. L'activisme géopolitique américain se concentre dans l'arc de crise du grand Moyen-Orient, et Washington n'a pas l'ambition de façonner un nouvel ordre sécuritaire en Asie orientale. Dans ce sens, la grande stratégie américaine consiste à conserver une suprématie internationale. Au lieu de contrer la montée en puissance de tel ou tel pays, il s'agirait plutôt de renouveler les formes de domination américaine sur les affaires internationales.

Enfin, aucun des pays d'Asie orientale qui se rapproche des États-Unis n'a transformé en profondeur sa politique à l'égard de la Chine. La relation coopérative substantielle entre la Chine et la Corée du Sud a survécu à la dégradation considérable de l'image de la Chine chez son voisin à la suite

de l'incident de la corvette Cheonan. La mise en place de la zone de libre-échange Asean+1 n'est pas retardée par les pays du Sud-Est asiatique malgré les tensions en mer de Chine du Sud. Même les conservateurs japonais préconisent une coopération mutuellement bénéfique avec la Chine. Dans l'ensemble, la politique étrangère de chacun des voisins de la Chine en Asie orientale demeure indépendante, elle n'est pas entièrement soumise aux États-Unis, les pays concernés recherchant plutôt un équilibre entre les avantages qu'ils retirent de leurs relations avec les deux grandes puissances de la région.

Dans ces conditions, Liu Jianfei livre une conclusion positive. Jusqu'en 2020, la politique étrangère chinoise peut toujours saisir sa « période d'opportunité historique » (战略机遇期, *zhanlue jiyuqi*). Gao Zugui ne dit pas autre chose lorsqu'il affirme qu'il suffit à la Chine de ne rien changer à sa double stratégie de politique de bon voisinage et d'ouverture positive à l'égard du régionalisme asiatique pour continuer à renforcer ses positions en Asie orientale. Selon lui, la série d'incidents de l'année 2010 survenus dans la péninsule coréenne, autour des Senkaku/Diaoyu et en mer de Chine du Sud ont plutôt souligné la responsabilité partagée entre la Chine et les États-Unis pour maintenir la paix et la stabilité en Asie orientale.

# Le Xinjiang dans les relations sino-turques

## Analyse de Jérôme Doyon, sources :

- Zan Tao <sup>(1)</sup>, « Les relations sino-turques et le point de vue turc sur l'ascension chinoise », *Alabo shijie yanjiu*, n°4, juillet 2010.
- Zhu Xiang <sup>(2)</sup>, « Étude des relations sino-turques », *Dongfang qiye wenhua*, mai 2010.
- Deng Hongying <sup>(3)</sup>, « Analyse des transformations de la diplomatie turque », *Xiandai guoji guanxi*, n° 10, novembre 2010.
- Xie Mengcen <sup>(4)</sup>, « Analyse des particularités et tendances de l'actuel mouvement pro-Turkestan oriental », *Xue lilun*, n° 30, 2009.
- Wei Chaoran <sup>(5)</sup>, « Analyse de la stabilité politique au Xinjiang », *Gaodengjiayu yu xueshu yanjiu*, n° 7, 2010.

Les incidents violents au Xinjiang sont vus du point de vue chinois comme étant en forte augmentation depuis 1990, en particulier compte tenu des événements très médiatisés de juillet 2009 à Urumqi. Les analyses chinoises tendent à mettre en avant leurs liens avec l'internationalisation du mouvement indépendantiste ouïghour, appelé le « mouvement du Turkestan oriental » (东突, *Dongtu*). Cette thématique de l'internationalisation porte de manière plus générale sur la question des « trois fléaux <sup>(6)</sup> » (三股势力, *sangu shili*), phénomènes qui se développeraient au Xinjiang via des organisations transnationales pro-Turkestan oriental dont le nombre est en augmentation depuis l'ère des réformes économiques en Chine. Xie Mengcen insiste en particulier sur la fondation, en 2004, aux États-Unis, de deux organisations qui s'imposent comme les leaders de l'indépendantisme politique sur la scène internationale : le « Congrès mondial ouïghour <sup>(7)</sup> » (世界维吾尔代表大会, *shijie weiwu'er daibiao dahui*) et le « Gouvernement en exil du Turkestan oriental <sup>(8)</sup> » (东突厥斯坦流亡政府, *dongtujuesitan liuwang zhengfu*). La plupart des articles sur l'internationalisation du mouvement pro-Turkestan oriental omettent de mentionner la Turquie, alors même qu'une base idéologique panturque (泛突厥主义, *fan tujue zhuyi*) est souvent attribuée à ces organisations. À l'inverse, la question du Xinjiang revient constamment dans les articles sur les relations sino-turques. Ils soulignent la place de la Turquie en tant que

l'une des bases principales de soutien au mouvement pro-Turkestan oriental. Ils insistent en particulier sur la nécessité d'un soutien politique clair, de la part d'Ankara, sur les positions chinoises vis-à-vis du Xinjiang. En parallèle, ils tendent à montrer que c'est via une collaboration sino-turque sur la stabilité du Xinjiang que la Turquie pourrait conserver son influence sur l'Asie centrale où la Chine prend une importance croissante, en particulier depuis la création de l'Organisation de coopération de Shanghai (OCS) en 2001, dont la Turquie est exclue.

Même après l'établissement de relations diplomatiques entre la RPC et la Turquie, en 1971, la Chine n'a pas amélioré l'image qui est la sienne en

1. Zan Tao is assistant professor at the history department at Peking University.
2. Zhu Xiang belongs to the Middle-East research centre at Northwest University in Xi'an.
3. Deng Hongying is with the political studies department of the Zhongnan University of Economics and Law at Wuhan.
4. Xie Mengcen is with the Xi'an Institute of Politics.
5. Wei Chaoran is a PhD student at the Institute of politics and Public Administration, Xinjiang University, Urumqi.
6. Expression covering terrorism, separatism, and religious extremism.
7. The Munich-based organisation vows adherence to peaceful means and purports to speak for Uyghurs inside and outside Xinjiang. Since 2006 its president is Rebiya Kadeer.
8. The Washington-based organisation has a "prime minister," Anwar Yusuf Turani, who also heads the East Turkistan National Freedom Center. A constitution in Turkish, Chinese, English, and Japanese versions calls for the formation of a parliamentary government.

Turquie comme le souligne Zan Tao. L'épisode de la guerre de Corée, avec une participation de l'armée turque du côté américain, a laissé une impression négative sur l'opinion qu'ont les Turcs des communistes chinois. De même, la ligne nationaliste turque a mal accepté le soutien apporté par le Parti communiste chinois (PCC) aux mouvements d'extrême gauche en Turquie dans les années 1960. Les relations entre les deux pays se développent principalement à partir des années 1980. Ce n'est que très récemment, selon Zan, que les élites turques ont pris la mesure de la montée en puissance de la Chine. En même temps, pour Ankara, la Chine n'aurait pas encore acquis l'importance stratégique des États-Unis ou des régions ou pays voisins que sont l'Union européenne, l'Asie centrale et le Moyen-Orient.

Cependant, Zan Tao comme Zhu Xiang soulignent le tournant pris par la diplomatie turque depuis la fin de la guerre froide, qui s'oriente vers l'est (向 « 东方 », *xiang 'dongfang'*). Zan explique ce virage par le fait que la Turquie, qui avait jusque ici une valeur stratégique forte, pour les États-Unis, en tant que rempart méridional contre le communisme, devient de ce point de vue secondaire et doit repenser sa place dans le système international et développer ses relations avec les pays émergents. Selon Deng Hongying, ce tournant est motivé par une déception plus générale à l'égard des puissances occidentales, au-delà du rapport aux États-Unis. Cela à la fois vis-à-vis d'une Union européenne qui, tout en ne lui ouvrant pas ses portes, tente d'éviter que la Turquie se rapproche trop des pays musulmans et élabore un statut de « partenaire privilégié » (特殊伙伴关系, *teshu huoban guanxi*), mais aussi face à Israël, les relations entre les deux pays s'étant assombries à l'issue du raid de Tshal sur la flottille turque en mai 2010. Au cours de ce processus, la Turquie prend progressivement conscience de l'importance croissante de la Chine sur la scène internationale. Comme le souligne Deng Hongying, les années 2000 marquent une « explosion » des relations commerciales entre les deux pays ; le commerce bilatéral passe la barre du milliard de dollars en 2000 pour ensuite frôler les 12,6 milliards en 2008. La Chine devient alors le troisième exportateur en Turquie et le quatrième partenaire commercial de ce pays. Cependant, ces échanges restent déséquilibrés ; Zan met ici en avant le manque de complémentarité des deux économies (la Turquie n'exportant que peu de ressources énergétiques) et la pression que constitue la concurrence exercée par les produits chinois sur le marché turc. Pour Zan Tao, ce déséquilibre, allié à la méconnaissance mutuelle des deux pays (il souligne le faible développement des recherches sur la Turquie en Chine), constitue un facteur potentiel de conflits.

Du point de vue chinois, comme le soulignent Zan Tao et Zhu Xiang, la Turquie est vue comme le principal soutien extérieur aux mouvements pro-Turkestan oriental. Ainsi, Zhu souligne-t-il le rôle, quelque peu ambigu, joué par le gouvernement turc quant à l'existence en Turquie d'une dizaine d'organisations pro-Turkestan oriental, disposant de ressources et de moyens de publication propres. Zan Tao établit un lien entre ce laxisme des dirigeants turcs, et le développement, par l'AKP, d'une posture internationale de rapprochement avec les pays islamiques. La plus grande implication de la Turquie auprès de ses voisins musulmans, en particulier ses interventions croissantes dans les dossiers iranien et palestinien, est, selon Zan, à lier au « néo-ottomanisme » (新奥斯曼主义, *xin aosiman zhuyi*) de la politique extérieure turque, qui se traduit par le poids croissant que prend la Turquie dans les régions de l'ancien empire. Pour un développement des relations sino-turques, au-delà des dossiers commerciaux, Zan Tao et Zhu Xiang identifient alors la question du Xinjiang comme centrale. Pour Zan, un mouvement est en route, allant dans le sens de plus de coopération sur

cette question, du fait de la prise de conscience turque de la puissance chinoise. Zan Tao note une première vague de déclarations concernant cette question. Avec notamment, le 14 février 2000, la signature conjointe par la Chine et la Turquie d'un accord de coopération pour la lutte contre le crime transnational.

Malgré ces avancées vers plus de coopération, Zan Tao souligne la persistance d'une ligne antichinoise en Turquie. Pour cette « ligne radicale » (强硬派, *qiangying pai*), qui insiste sur le nationalisme économique (经济民族主义, *jingji minzu zhuyi*), la Turquie ne serait pour la Chine qu'un tremplin vers l'Union européenne. Ils mettent alors en avant la question du déséquilibre du commerce bilatéral. Les mises en garde chinoises contre une ingérence turque dans la question du Xinjiang leur paraissent déplacées, la Chine elle-même sachant être intrusive quand cela concerne ses intérêts, son soutien aux mouvements de gauche turcs dans les années 1960 en étant un bon exemple. C'est dans cette optique que Zan Tao replace les critiques adressées par le Premier ministre turc au gouvernement chinois à la suite des mesures prises après les événements de juillet 2009 à Urumqi. Cependant, Zan reste confiant quant au développement futur des relations sino-turques : pour certains des plus « pragmatiques » des dirigeants turcs, leur pays a ses propres problèmes internes, notamment la question kurde, et il a besoin de l'appui de la Chine sur ces questions au niveau international. De plus, la Turquie espérerait une coopération plus poussée sur le plan des technologies militaires, en particulier en ce qui concerne le guidage balistique.

L'article de Zan Tao tend à souligner la flexibilité de la position turque. Selon lui, Ankara n'a pas élaboré jusqu'à présent de stratégie claire et tranchée à l'endroit de la Chine. Zhu Xiang met en évidence une évolution en dents de scie des relations bilatérales, faites de phases de friction et de coordination se succédant de manière cyclique (摩擦-协调-摩擦, *mocaxietiao-moca*). Ce manque de stabilité des relations bilatérales se reflète dans les rapports qu'entretiennent les deux pays sur la question de l'Asie centrale, qui pour Zhu, oscillent entre coordination et compétition (协调-竞争-协调, *Xietiao-jingzheng-Xietiao*). Il souligne le danger que représente, pour la stabilité au Xinjiang, la stratégie turque de mise en avant d'origines culturelles et ethniques communes avec les populations d'Asie centrale, afin de se rapprocher des pays de la zone. Stratégie que Zhu ramène à la question des « deux pan », pansislamisme et panturquisme (双泛, *shuangfan*). De manière générale, la Turquie reste certes ambiguë sur la question régionale mais, du point de vue de Zan Tao, la tendance est à la collaboration en Asie centrale. Après la fin de la guerre froide, la montée de la position internationale de la Turquie offre de nouvelles opportunités aux pays de la région, en termes d'arrivées d'investissements, de débouchés pour les exportations énergétiques... Or, face à la place croissante dans la région d'une Chine qui estime que l'Asie centrale est la ligne de front principal de la lutte contre le terrorisme, le séparatisme et l'extrémisme religieux ainsi qu'un gage de sécurité énergétique, la Turquie doit sécuriser son assise régionale.

La création de l'OCS constitue un pas capital dans l'ascension chinoise dans la région. Avec ce poids croissant de la Chine, la question du Xinjiang représente de plus en plus un enjeu régional. Parmi les analystes chinois, la tendance, dont l'article de Wei Chaoran offre un bon exemple, est à la mise en avant du rôle de l'OCS pour garantir la stabilité du Xinjiang. Il en résulte que, pour les Turcs, la nécessité de la coopération avec la Chine se fait toujours plus ressentir. D'après Zan Tao, pour répondre aux « besoins » de la Chine, la Turquie pourrait jouer un rôle de pont entre Est et Ouest et un

rôle dans la coopération contre le terrorisme et pour la stabilité au Xinjiang. Du point de vue chinois, il faut ainsi amener la Turquie à coopérer avec l'OCS sur les questions de sécurité. Il en résulte, pour Zan, que la Turquie se doit de clarifier sa position sur la question ouïgoure et, finalement, collaborer avec la Chine contre les mouvements pro-Turkestan oriental. Ce n'est qu'ainsi que la Turquie pourra gagner de l'influence auprès de l'OCS et obtenir le soutien de la Chine sur d'autres terrains.

Au final, les relations sino-turques se développent dans le sens d'une coopération stratégique accrue. En octobre 2010, la Turquie constituait la dernière étape de la tournée européenne de Wen Jiabao. Après avoir rencontré le président turc Recep Tayyip Erdogan, le responsable chinois a annoncé le développement d'une collaboration sur les questions stratégiques et a souligné la bonne direction prise par les relations bilatérales. Au-delà de rapprochements sur le plan économique, a été souligné, concernant la

question des « trois fléaux », le maintien du soutien bilatéral concernant les questions de souveraineté et de sécurité nationale et régionale<sup>(9)</sup>. De son côté, Xi Jinping a rencontré, en novembre 2010, le ministre des Affaires étrangères turc, Ahmet Davutoglu. La nécessité d'une collaboration dans la lutte contre le terrorisme et le séparatisme a alors été rappelée, avec pour horizon les 40 ans, l'an prochain, de l'établissement des relations sino-turques<sup>(10)</sup>. De plus, en octobre et novembre 2010, les deux pays se sont engagés dans des exercices militaires communs ; ceux-ci constituent, pour la Chine, les premiers exercices de combat aériens avec un membre de l'OTAN<sup>(11)</sup>. Les relations sino-turques semblent être dans une phase de collaboration, bien loin des événements de 2009. Même si, comme le souligne Zan Tao, les dix ans à venir demeurent une période de construction de la position stratégique turque par rapport à la Chine, nombre de paramètres dépendant de l'évolution de la puissance chinoise ne sont pas encore fixés.

9. "Wen Jiabao's visit: China and Turkey establish strategic relations," *Hong Kong Economic Journal*, no. 9 October 2010.
10. Xu Song, "Xi Jinping meets Turkish foreign minister," *Xinhua*, 1 November 2010.
11. "China, Turkey Conduct Second Major Exercise," *World Tribune*, 12 November 2010, [http://www.worldtribune.com/worldtribune/WTARC/2010/me\\_turkey1121\\_11\\_12.asp](http://www.worldtribune.com/worldtribune/WTARC/2010/me_turkey1121_11_12.asp).